



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Pom'Cannelle Crèche et Halte

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Pom'Cannelle Crèche et Halte
3 rue Just Berland - 51000 Châlons-en-Champagne

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Pom'Cannelle Crèche et Halte

3 rue Just Berland - 51000 Châlons-en-Champagne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Pom'Cannelle Crèche et Halte,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Pom'Cannelle Crèche et Halte relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes..

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 30 juin 2025

KPMG S.A.

Patrick
Zeimett

Signature numérique
de Patrick Zeimett

Date : 2025.06.30

14:48:58 +02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	84 308		84 308	34 892	49 416
Constructions	1 523 427	350 216	1 173 211	451 233	721 978
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	210 970	130 219	80 752	16 435	64 317
Immobilisations corporelles en cours	64 549		64 549	480 757	- 416 208
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	1 883 254	480 435	1 402 819	983 316	419 503
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	33 808	1 731	32 078	35 293	- 3 215
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	497 279		497 279	348 690	148 589
Valeurs mobilières de placement	125 000		125 000	125 000	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	364 194		364 194	493 984	- 129 790
Charges constatées d'avance	7 787		7 787	2 493	5 294
TOTAL (II)	1 028 068	1 731	1 026 337	1 005 461	20 876
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	2 911 322	482 165	2 429 156	1 988 777	440 379

Bilan(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires	15 651	15 651	
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles	180 542	180 542	
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	1 001 664	900 318	101 346
Excédent ou déficit de l'exercice	-58 026	101 346	- 159 372
Situation nette (sous total)	1 139 831	1 197 857	- 58 026
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	847 090	312 330	534 760
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	1 986 921	1 510 187	476 734
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	253 675	285 770	- 32 095
Emprunts et dettes financières diverses	308	325	- 17
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	74 719	60 535	14 184
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	98 442	109 417	- 10 975
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 091	22 542	- 7 451
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	442 236	478 590	- 36 354
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	2 429 156	1 988 777	440 379
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Engagements donnés			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	5 940	6 330	- 390	-6,16
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	345 997	324 726	21 271	6,55
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 127 294	940 608	186 686	19,85
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières	14 000	8 667	5 333	61,53
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	27 833	28 917	- 1 084	-3,75
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	6	733	- 727	-99,18
Total des produits d'exploitation (I)	1 521 069	1 309 981	211 088	16,11
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	294 874	225 281	69 593	30,89
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	74 960	59 701	15 259	25,56
Salaires et traitements	938 282	754 766	183 516	24,31
Charges sociales	236 877	173 849	63 028	36,25
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	70 133	50 926	19 207	37,72
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	5 347	479	4 868	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	1 620 473	1 265 001	355 472	28,10
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-99 404	44 980	- 144 384	-321,00
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	11 472	17 434	- 5 962	-34,20
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	11 472	17 434	- 5 962	-34,20
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	9 529	4 645	4 884	105,15
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	9 529	4 645	4 884	105,15
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	1 943	12 789	- 10 846	-84,81
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-97 461	57 769	- 155 230	-268,71
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		18 018	- 18 018	-100
Sur opérations en capital	40 969	28 462	12 507	43,94
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	40 969	46 480	- 5 511	-11,86
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	40 969	46 480	- 5 511	-11,86
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	1 535	2 902	- 1 367	-47,11
Total des produits (I + III + IV)	1 573 511	1 373 894	199 617	14,53
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 631 537	1 272 548	358 989	28,21
EXCEDENT OU DEFICIT	-58 026	101 346	- 159 372	-157,26
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	95 728	91 453	4 275	4,67
. Bénévolats				
Total	95 728	91 453	4 275	4,67
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	88 328	84 053	4 275	5,09
. Prestations	7 400	7 400		0,00
. Personnel bénévole				
Total	95 728	91 453	4 275	4,67

Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 429 156 euros.

Le résultat net comptable est un déficit de 58 026 euros.

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet la gestion d'établissements et services d'accompagnement et de lieux d'accueil d'enfants qui permettrait à ceux-ci de trouver, pendant l'absence de leurs parents, un maximum de sécurité, d'affection et d'éducation nécessaires à leur plein épanouissement.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

L'accueil se fait au sein de deux structures distinctes :

- La crèche, ayant une capacité d'accueil de 60 enfants ;
- Le jardin, ayant une capacité d'accueil de 41 enfants.

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites ci-dessus sont les suivants :

- Ressources humaines : l'effectif est de 33 ETP au 31/12/2024 ;
- Autres moyens : l'association dispose des locaux suivants :
 - locaux de la crèche sis 3 rue Just Berland à Châlons-en-Champagne, mis à disposition par le Conseil Départemental de la Marne ;
 - locaux du jardin sis 10 rue Gambetta à Châlons-en-Champagne, dont elle est propriétaire ;
 - locaux de la maison sis 2 bis boulevard Vaubécourt à Châlons-en-Champagne, dont elle est propriétaire.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

- Ouverture d'un nouvel établissement (maison Vaubécourt) à compter du 26 août 2024. Le bâtiment a été acquis en 2023. Des travaux d'aménagement ont été réalisés en 2023 et 2024. Des travaux d'aménagements extérieurs se sont terminés sur début 2025.

Il a une capacité d'accueil de 24 jeunes enfants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a aucun événement postérieur à la clôture à signaler.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Terrains	non amortissables
Constructions	de 08 à 30 ans
Agencements des constructions	de 10 à 30 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	05 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				1 818 705
Immobilisations corporelles	912 860	905 844		
Immobilisations financières				64 549
Immobilisations en cours	480 757	64 549	480 757	
TOTAL	1 393 618	970 393	480 757	1 883 254

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	102 319	10 729		113 048
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	192 615	44 552		237 167
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	115 366	14 852		130 219
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	410 300	70 133		480 434
TOTAL GENERAL (I+II)	410 300	70 133		480 434

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	33 808	33 808	
Autres créances	497 279	497 279	
Charges constatées d'avance	7 787	7 787	
TOTAL	538 874	538 874	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	10 689
Subventions/financements	480 241
Autres produits à recevoir	8 816
TOTAL	499 746

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	6 616		4 886	1 730
Comptes financiers				
TOTAL	6 616		4 886	1 730

Etat des valeurs mobilières de placement

Valeurs mobilières de placement	Val. comptable	Val. à la clôture	+Value latente	-Value latente
Obligations CFCM TSR 4.25%	125 000	128 103	3 103	
TOTAL	125 000	128 103	3 103	

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	15 651				15 651
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	180 542				180 542
Report à nouveau	900 318		101 346		1 001 664
Excédent ou déficit de l'exercice	101 346	101 346		58 026	-58 026
Situation nette	1 197 857	101 346	101 346	58 026	1 139 831
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	312 330		575 730	40 969	847 090
Provisions réglementées					
TOTAL	1 510 187	101 346	677 076	98 995	1 986 921
TOTAL dont générosité du public					

Subventions d'investissement**Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Ville de Chalons en Champagne	Batiment				
CAF	Batiment	443 438			443 438
Département de la Marne	Batiment				
CAF	Equipement	4 826			4 826
CAF	Equipement	5 903			5 903
Département de la Marne	Agencement	5 036			5 036
CAF	Mobilier	2 211			2 211
CAF	Agencement	42 180			42 180
CAF	Batiment		436 000		436 000
Ville de Chalons en Champagne	Batiment		69 115		69 115
Département de la Marne	Batiment		69 115		69 115
MSA	Agencement extérieur		1 500		1 500
TOTAL		503 594	575 730		1 079 324

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Total		191 265	40 969		232 234
TOTAL		191 265	40 969		232 234

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	253 675	32 799	71 284	149 592
Dettes financières diverses	308	308		
Fournisseurs	74 719	74 719		
Dettes fiscales et sociales	98 442	98 442		
Dettes sur immobilisations	15 091	15 091		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	442 236	221 360	71 284	149 592

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	308
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	32 907
Dettes fiscales et sociales	29 787
Autres dettes	
TOTAL	63 002

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Régularisation écart N-1
Subvention – Ministère des armées	Réservation de berceaux	33 652	21 675	11 977		
Subvention – Ministère Des finances	Réservation de berceaux	17 083	15 835	1 248		
Subvention – SRIAS	Réservation de berceaux	40 000	26 667	13 333		
Subvention – Préfecture	Réservation de berceaux	18 425	14 300	4 125		
Subvention – Région Grand Est	Réservation de berceaux	22 470	0	22 470		-207
Subvention – Département de la Marne	Réservation de berceaux	37 813	28 875	8 938		
Subvention – Ville de Chalons En Champagne	Fonctionnement	10 000	10 000	0		
Subvention CAF	Bonus territoire	173 509	121 456	52 053		
Subvention CAF	Bonus attractivité	104 760	73 332	31 428		
Concours public CAF	Solde prestations	644 197	466 707	177 490		- 6 266
Concours public MSA	Solde prestation	31 904	19 348	12 556		- 46
TOTAL		1 133 813	798 195	335 618		- 6 519

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Quote part de subvention d'investissement virée au résultat	40 969
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	40 969

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires concernent la mise à disposition des locaux de la crèche par le Conseil Départemental de la Marne au profit de l'association ainsi que le bénévolat de certains administrateurs de l'association.

Ces contributions sont valorisées chaque année.

Concernant la mise à disposition des locaux, au titre de l'année 2024, nous retenons le montant communiqué par le Conseil Départemental de la Marne qui tient compte de la valeur locative révisée, soit 88 328 euros.

Le temps de bénévolat du Président et du Trésorier est valorisé à 7 400 euros pour 296 heures bénévoles avec un taux horaire de 25 euros.

Les contributions volontaires valorisées représentent un montant total de 95 728 euros.

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Engagements donnés	Montant
Emprunt souscrit à la société générale à hauteur de 200 000 euros : promesse d'hypothèque terrestre	39 346
Emprunt souscrit à la société générale à hauteur de 230 000 euros : promesse d'hypothèque terrestre	280 335
TOTAL	319 681

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 24 208 euros.

Les principales hypothèses de calcul sont :

- l'âge de départ à la retraite avec un taux plein entre 65 et 67 ans, avec un départ volontaire du salarié ;
- un turn-over moyen pour l'effectif non cadre et faible pour l'effectif cadre au sein de l'entité ;
- un taux d'actualisation de 3.35% ;
- un taux de revalorisation des salaires estimé à 0.5% par an ;
- le taux de charges sociales patronales est de 50 % pour les cadres et 30% pour les non cadres.

Rémunération des cadres dirigeants

L'association ne compte aucun cadre dirigeant rémunéré.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	3	
Non cadres	30	
TOTAL	33	0

Une partie de l'effectif est constituée de contrats aidés permettant une prise en charge de la masse salariale à hauteur de 21 147 euros pour l'année 2024.